

## Des chiffres hallucinants : le Pozzo di Borgo a déjà coûté au total 218 millions d'euros

**E**n 2010 la présidence de la République avait annoncé qu'en toute transparence, un bien avait été acquis en France pour abriter des services de l'ambassade du Gabon dans ce pays et faire des économies pour des missions des officiels y séjournant. Le coût annoncé était de 65 millions d'euros à l'acquisition. Enquête menée, l'hôtel de Soyecourt a coûté 98 millions d'euros. Les travaux entamés en 2012 ont englouti à ce jour 120 millions d'euros. Le chantier sur lequel opèrent quinze entreprises en moyenne, est loin d'être achevé. Des estimations faites, décoration (lustres, tapisseries, etc.) ameublement, et les TS (Travaux supplémentaires) en cas d'éventuelles modifications, crèveront le plafond financier. Des experts parlent d'une ardoise de 500 millions d'euros pour achever le chantier. BOA ferait-il la fine bouche parce qu'une compagnie pétrolière aurait été mise à contribution ? Mais à quel prix ? L'argent, quant à lui, tourne toujours autour des mêmes mains, de celles du mandant Maixent Accrombessi à celles du mandataire...Maixent Accrombessi.



Vendredi 29 juillet 2016

Communiqué de presse

Maurice Braud, Secrétaire national chargé du pôle Mondialisation, Régulation, Coopération

### **Le Parti socialiste reçoit le CRAN et appelle à la libération des démocrates et militants politiques gabonais emprisonnés**

Le Parti socialiste a reçu hier des représentants du CRAN (Conseil représentatif des associations noires) et d'ONGs venus présenter le dispositif mis en place avec des organisations des sociétés civiles africaines pour dénoncer la répression exercée par les régimes autoritaires et dictatoriaux d'Afrique : Alerte Arrestation Arbitraire.

Le Parti socialiste soutient cette initiative qui contribue concrètement à défendre et à promouvoir les valeurs universelles que sont les droits de l'homme et la démocratie. Ce dispositif d'alerte rappelle à chacun ses obligations et devoirs, y compris pour les Chefs d'État concernés, en matière de respect de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance adoptée par l'Union africaine.

Le Parti socialiste saisit cette occasion pour appeler les autorités gabonaises à libérer immédiatement les dizaines de militants politiques arrêtés ces dernières semaines. Il exprime sa vive préoccupation pour le climat social et politique délétère au Gabon, à moins d'un mois du scrutin présidentiel.

Service de presse

Parti socialiste

[presse@parti-socialiste.fr](mailto:presse@parti-socialiste.fr)

01 45 56 77 23 / 78 78 / 79 96 / 77 73